

PROGRES DANS L'ENONCE DES PROBLEMES

Les disciples de Marx

Si l'on jette un coup d'oeil sur la littérature socialiste ou communiste, qui est d'un certain volume, on s'aperçoit qu'elle ne contient que fort peu d'études des fondements économiques de la société censée remplacer le capitalisme. Chez Marx, nous trouvons l'analyse classique du mode de production capitaliste. Il en tire la conclusion suivante: le développement des forces productives place l'humanité devant un choix: soit abolir la propriété privée des moyens de production, et poursuivre la production dans le cadre de la propriété collective de ces moyens, soit sombrer dans la barbarie. Cette remarquable réalisation scientifique a fait passer le socialisme du royaume de l'utopie sur le terrain solide de la science. Marx ne donne que quelques indications sur les lois économiques qui doivent régner dans la nouvelle société, en fait, il donne seulement des directions dans lesquelles il faut s'engager pour les découvrir. De ce point de vue, le plus important de ses écrits est les Gloses marginales^x. On aurait toutefois grand tort de considérer cette volonté d'en rester à ces quelques indications comme une faiblesse ou une insuffisance de la théorie marxienne. A l'époque de Marx, en effet, il aurait certainement été prématuré de vouloir attaquer ces questions dans leur totalité. Une telle entreprise se serait perdue dans les marais de l'utopie, et d'ailleurs Marx a fait des mises en gardes à ce sujet.^{xx} Voilà pourquoi ces problèmes sont devenus tabous, et qu'ils le sont encore aujourd'hui à un moment où l'éclatement et le déroulement de la révolution russe prouve qu'il y a nécessité de les résoudre.

Marx parle donc des fondements généraux de la nouvelle production, mais il ne se borne pas là et indique la méthode de comptabilité qui aura cours dans la nouvelle société. Il s'agit de la comptabilité en termes de temps de travail. Des fondements généraux exposés par Marx découle la suppression du marché et de l'argent. Mais c'est justement là une pierre d'achoppement sur laquelle sont venus buter les disciples de Marx qui se sont intéressés aux fondements de la production communiste. En effet, ils ne voient, au fond, le communisme que comme un prolongement de la concentration de la vie économique telle que nous la connaissons dans le régime capitaliste, cette

(x) Il s'agit d'un texte plus souvent connu sous le nom de Critique du Programme de Gotha. Pour éviter au lecteur de recourir à plusieurs volumes des oeuvres de Marx, nous utiliserons la traduction des éditions de la Pléiade, vol-1. (NAT)

(xx) Allusion à la célèbre déclaration de Marx: "Nous n'avons pas à donner de recettes pour les marmites de l'histoire." (NAT)

concentration devant automatiquement mener à la nouvelle société. Telle est la conception exposée avec une netteté particulière par Hilferding dans son étude sur les conséquences d'une concentration totale du capital entre les mains d'une direction centrale. Il échaffaude, par la pensée, un trust colossal et voici ce qu'il en dit:

" Toute la production est consciemment réglée par une instance qui décide de l'étendue de la production dans toutes les sphères de la société. La fixation des prix devient alors purement nominale et n'a pas d'autre sens que la répartition de l'ensemble de la production entre les magnats du cartel, d'une part, et la masse de tous les autres membres de la société, d'autre part. Le prix n'est plus alors le résultat d'un rapport objectif qui emprisonne les hommes, mais seulement une manière de calculer la distribution des choses de personne à personne. L'argent ne joue dès lors plus aucun rôle. Il peut même disparaître, car il s'agit d'une répartition de choses, non de valeur. Avec l'anarchie de la production disparaît aussi le reflet pragmatique, l'objectivité de la valeur de la marchandise, disparaît donc l'argent. Le cartel répartit le produit. Les éléments concrets de la production ont été produits à nouveau et utilisés pour de nouvelles productions. Une partie de la nouvelle production est distribuée à la classe ouvrière et aux intellectuels, l'autre partie revient au cartel qui peut l'utiliser comme bon lui semble. Nous avons affaire là à la société réglée consciemment, sous forme antagonique. Mais cet antagonisme est antagonisme de la répartition. La répartition elle-même est consciemment réglée et supprime, par là, la nécessité de l'argent. Le capital financier est, dans son accomplissement final, libéré du terrain sur lequel il est né. La circulation de l'argent est devenue inutile. L'incessante circulation de la monnaie a atteint son terme: la société réglementée, et le mouvement perpétuel de la circulation trouve enfin son repos!"

(R. Hilferding: le Capital financier op. cit. p 329

Traduction légèrement reprise d'après le texte allemand original)

Selon la théorie de Hilferding, le passage au communisme ne posera en fait aucun problème. C'est un processus automatique que le capital accomplira de lui-même. La concurrence capitaliste entraîne la concentration du capital, et, du même coup, la naissance des grands complexes et combinats industriels. Au sein de tels complexes, comme un trust, qui regroupe des compagnies de transport, des mines, des laminoirs, etc., il y a des échanges

toute une circulation qui se font sans argent. La direction suprême désigne simplement les usines qui doivent être approvisionnées en nouveaux moyens de production, elle décide de la nature et de la quantité de production. Etc... La théorie d'Hilferding en déduit alors que le problème de l'organisation de la production communiste se réduit à pousser encore plus loin cette concentration, cette accentuation amenant "d'elle-même" le communisme. Le rejet de la propriété privée des moyens de production découle avant tout de ce que celle-ci barre la route à la concentration des entreprises. L'abolition de telle est la condition pour que le processus de concentration puisse se développer pleinement, et que, n'ayant plus rien pour gêner sa marche, la concentration gagne toute la vie économique, sous forme d'un trust colossal qu'il appartient à une instance supérieure de diriger. Mais avec cet accomplissement se trouvent remplies les conditions préalables que Marx avait posées à l'avènement de la production communiste. Le marché a disparu, parce qu'une entreprise ne peut se vendre quelque chose à elle-même. De même, il n'y a plus de prix des produits, puisque la direction suprême décide de la circulation de ces produits d'une entreprise à l'autre, conformément à ce qu'elle juge utile et nécessaire. Faudrait-il, de plus, déterminer la quantité de travail que chaque produit a nécessité pour sa production? Certainement pas. Il s'agit là, manifestement, d'une erreur de Marx et d'Engels.

Ainsi, le développement de la science qui traite de l'économie communiste, n'a pas suivi en droite ligne la direction désignée par Marx, mais a quelque peu bifurqué. Ce n'est que vers 1920 qu'on la voit revenir sur son ancien chemin. Mais il y a quelque ironie à constater que ce sont les économistes bourgeois qui, fut-ce de façon involontaire, sont responsables de ce progrès. Car c'est au moment même où tout laissait croire que la fin du capitalisme était proche, que le communisme allait conquérir le monde au pas de course, que Max Weber et Ludwig von Mises^x se mirent à critiquer ce communisme. Bien entendu ils ne pouvaient critiquer que le "socialisme à la Hilferding" ou le "communisme" russe - ce qui est essentiellement la même chose, du même coup, ils administraient à Neurath - cet Hilferding poussé à l'extrême, une volée de bois vert. Leur critique atteint son point culminant dans la démonstration qu'une économie dépourvue de comptabilité, sans dénominateur commun pour exprimer la valeur des produits, n'est pas viable. Et ils avaient touché juste. Grande confusion dans le camp "marxiste"! L'impossibilité du communisme se trouvait démontrée sur le plan économique, aucune production planifiée ne

(x) M. Weber: Wirtschaft und Gesellschaft (Grundriss der Sozialökonomik)
Tübingen 1922

L. von Mises: Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, vol. 47, I, avri
1920. Article repris dans Gemeinwirtschaft, Léna 1922.

pouvant s'y dérouler. Pauvre communisme qui hier volontiers justifiait son droit à l'existence par l'anarchie de la production capitaliste, voilà qu'on prouvait qu'il était encore bien moins capable de fonctionner de manière planifiée! Block en vint à déclarer qu'on ne pourrait plus parler de communisme tout pendant qu'on n'aurait pas indiqué par quoi remplacer le "mécanisme du marché". Kautsky, tout bouleversé, se met à proférer les pires bêtises, parle de fixation des prix sur une longue durée, etc. Mais les cabrioles de Kautsky ont au moins un résultat positif, celui de faire reconnaître la nécessité de la comptabilité. Même si Kautsky veut réaliser celle-ci sur la base de l'actuel système monétaire. En effet, il ne croit pas pouvoir se passer de l'argent ni comme "étalon de valeur pour la comptabilité et la tenue des livres dans les relations d'échange dans une société socialiste" ni comme "moyen de circulation". (Kautsky: die Proletarische Revolution und ihr Programm - La révolution prolétarienne et son programme - p. 318.)

La critique destructrice des Weber et des Mises a, de fait, aidé l'étude de l'économie communiste à sortir de son cul-de-sac et l'a replacée sur le terrain de la réalité. Elle a réveillé des "génies" qui ne se laisseront pas enchaîner, car, aujourd'hui, il devient possible de suivre et pousser plus loin les idées de Marx sur le temps de travail social moyen.

On a vu apparaître une sorte de pôle négatif opposé au communisme d'Etat en l'espèce de courants syndicalistes qui veulent faire poursuivre la production capitaliste par des "syndicats"^x, des "unions industrielles", des "Guildes". Ces organismes auront à répartir les gains obtenus parmi les ouvriers, ou à les verser à une caisse collective. Cette conception du communisme n'a jamais pu arriver à se doter d'un fondement théorique solide, à moins qu'on ne recherche celui-ci dans l'étude d'Otto Leichter: Die Wirtschaftrechnung in der sozialistischen Gesellschaft (le calcul économique dans la société socialiste), Vienne 1923. Cette étude s'appuie sur la comptabilité en termes de temps de travail, et elle est, sans doute, la meilleure chose écrite dans ce domaine. La théorie de l'autoadministration économique des producteurs-consommateurs fait, grâce à cet ouvrage, un net pas en avant. Les problèmes y sont posés avec assez de clarté, bien que, selon nous, Leichter ne leur apporte pas de solution satisfaisante. Il signale aussi, qu'avant lui, Maurice Bourguin^{xx} avait cherché à fonder la société communiste sur la base de la comptabilité en termes de temps de travail, et que les idées de Bourguin coïncident presque avec les siennes. A part Leichter et Bourguin nous ne voyons guère que quelques économistes marxistes pour avoir reconnu

(x) Le mot allemand est Syndikate qui, dans le langage ordinaire, ne désigne pas les syndicats de "défense des travailleurs", mais les groupements patronaux dans une branche industrielle donnée. Il s'agit donc ici d'organismes professionnels. (NAT).

(xx) M. Bourguin: Les Systèmes socialistes, Paris 1904. (NAT).

l'importance de la comptabilité en termes de temps de travail, mais aucun ne fait entrer les moyens de production dans ce calcul. Varga, par exemple, dans le Communisme (2^e année 9/10), écrit un article sur ce thème, mais comme il ne tient pas compte des moyens de production, cette inconscience rend, évidemment, ses résultats nuls.

Ce n'est pas seulement dans le domaine économique que l'énoncé des problèmes s'est amélioré, mais aussi dans le domaine politique. En général les spécialistes de l'économie ne considèrent le communisme que du point de vue de la production et de la distribution. Mais ce qui pousse le prolétariat révolutionnaire à l'action est tout autre. Il est lui bien indifférent que le communisme d'Etat soit économiquement viable ou pas. Il le rejette, parce que la pratique a montré que l'appareil de production ne peut être propriété sociale, tout en continuant de fonctionner comme appareil d'exploitation. Voilà comment la révolution russe a transposé ces problèmes sur le terrain politique.

Si nous nous demandons quelles sont les idées positives que peut se faire le prolétariat révolutionnaire d'aujourd'hui au sujet de la nouvelle économie, nous arrivons à la conclusion suivante: l'idée d'une auto-direction et d'une auto-administration de la production et de la répartition semble bien ancrée, mais ce qui manque ce sont des conceptions plus précises sur les chemins menant à la réalisation de cette idée. Chacun sent, toutefois, qu'il faudrait tirer ces problèmes au clair.

Le communisme libertaire

Ce désir de clarté apparaît nettement dans la brochure hollandaise de Müller-Lehning l'Anarcho-syndicalisme. Il commence par défendre la conception qu'il faut commencer par tout détruire afin de voir comment, plus tard, les choses pourront se réordonner (p.4). Puis il affirme la nécessité d'avoir un programme indiquant "comment se réalisera l'anarcho-syndicalisme après la révolution" (p.5). Il ne suffit donc pas de faire de la propagande en faveur de la révolution économique "il faut encore examiner comment réaliser celle-ci" (p.6). En Russie, les anarchistes mirent sans doute en avant l'auto-initiative des masses, "mais en quoi pouvait bien consister cette initiative, qu'est-ce que les masses avaient à faire, aujourd'hui comme demain, autant de questions qui restaient dans le flou et ne recevaient aucune réponse positive."

"De nombreux manifestes ont sans doute été publiés, mais fort peu d'entre eux purent donner une réponse claire et nette aux problèmes posés par la praxis quotidienne (p.8)....

Nous pouvons dire que la révolution russe a posé une fois pour toutes la question: quelles sont les bases pratiques et économiques d'une société sans salariat? Que faut-il faire après la révolution? L'anarchisme doit répondre à cette question; il doit tirer les conclusions des événements de ces dernières années, sinon la faillite totale se changera en banqueroute irrémédiable. Les vieilles solutions anarchistes, quelle que soit la part de vérité qu'elles contiennent, et quel que soit aussi le nombre de fois qu'on a pu les repropoter, ne résolvent aucun des problèmes que pose la vie réelle. Elles ne résolvent, en particulier, aucun des problèmes que pose la révolution sociale de la classe ouvrière. (p.10)....

Si l'on fait abstraction de ces réalités pratiques, toute propagande reste purement négative et tous les idéaux utopiques. Telle est la leçon que l'anarchisme doit tirer de l'histoire et qui - on ne le répétera jamais assez - se trouve de nouveau posée à l'évidence par la révolution russe. (p. 11)....

Les organisations économiques ont pour but d'exproprier l'Etat et les capitalistes. Les organes de l'Etat et du capitalisme doivent être remplacés par les associations productives des travailleurs, comme facteurs de toute la vie économique. La base de celle-ci devra être l'entreprise. L'organisation d'entreprise devra constituer la cellule élémentaire de la nouvelle organisation sociale. Tout le système de production devra être construit sur la fédération de l'industrie et de l'agriculture. (p.18)...

Ceux qui ne veulent ni du capitalisme ni du capitalisme d'Etat, devront opposer à ces réalités d'autres réalités et d'autres organisations économiques. Cela seuls les producteurs eux-mêmes peuvent le faire, et seulement sur une base communautaire des diverses organisations: base communautaire pour les entreprises, l'industrie, etc. Les producteurs devront s'organiser pour gérer les moyens de production à l'aide de leurs organisations industrielles: fédéralistes, et ainsi organiser toute la vie économique sur une base industrielle et fédéraliste. (p.19)".

Cette brochure, parue en 1927, constitue un progrès manifeste par rapport à tout ce qui l'a précédée. Non qu'elle frappe par la rigueur de la pensée, mais parce que Müller-Lehning tente de forger de nouvelles armes pour la prochaine lutte de classes ouverte, en s'appuyant sur l'expérience de la révolution russe. Ainsi emprunte-t-il son image d'une structure fédéraliste de la vie économique à la première période de cette révolution. Mais, ce faisant, Müller-Lehning ne fait que poser les problèmes et, au cours des pages, il ne nous propose aucune solution.

Un anarchiste français avait pourtant essayé de donner une solution. En 1921, il fit paraître un ouvrage: le Bonheur universel qui est une description de ce que Faure entend par "communisme libertaire". Cet ouvrage est important dans la mesure où il montre que les représentations anarchistes de la société communiste n'excluent pas, elles non plus, que se crée un pouvoir central qui dispose de la production sociale. Car si on examine de plus près ce que Faure nous présente comme "communisme libertaire", on s'aperçoit que ce n'est rien d'autre que du vulgaire communisme d'Etat. Il est vrai que le livre de Faure n'a rien d'une analyse scientifique; c'est plutôt une sorte de roman utopique, où la libre imagination fait naître une "libre société communiste". Mais le fait que, en dépit de termes comme "égalité pour tous", "libre association", "principe de révolte contre l'Etat et l'autorité", etc., on nous dépeigne en fait un système de production où le droit de disposition de l'appareil de production n'appartient pas aux producteurs, montre clairement que ces défenseurs du "communisme libertaire" n'ont pas la moindre idée des lois du mouvement d'un tel système.

Faure est contre la violence. C'est la raison pour laquelle il nous entretient des mille et un maillons qui forment la chaîne de l'appareil de production moderne pour nous affirmer: "toute cette organisation repose sur le principe exaltant de la libre association!" Mais nous ne pensons justement pas qu'il puisse s'agir là d'une base pour le processus de production et de reproduction. Car, si les producteurs veulent assurer leurs droits, avec ou sans principe exaltant, il leur faut faire reposer l'organisation sur une base un tant soit peu plus matérielle. Les producteurs doivent eux-mêmes, dans leurs entreprises, fixer le rapport du producteur au produit social. Il devront calculer le travail contenu dans chacun de leurs produits, puisque leur temps de travail est la mesure indiquant la part de produit social qui leur revient. C'est seulement alors que toute l'organisation, au lieu de dépendre de quelque nébuleux "principe exaltant", s'ancre solidement dans les réalités économiques.

En ce qui concerne les rapports entre producteurs, nous errons sur le même terrain mouvant et marécageux de la "libre association". Ici non plus pas de base exacte, pas de calcul de temps pour évaluer le flot de produits passant d'une entreprise à l'autre. Et pourtant... sans cette base matérielle la "libre association" est une fois encore un terme creux. "On cherche", dit Faure; "on essaie, on fait des synthèses, on confronte les résultats de différentes méthodes. Ce qui concorde cristallise, s'érige en exemple, s'impose grâce à ses résultats, puis triomphe" (p.334 de la version hollandaise). D'ailleurs Faure trouve que ce fondement de la liberté de chacun par la concordance de tous est tout à fait "naturel". "Cela ne se passe-t-il pas ainsi

dans la nature?", poursuit-il. "L'exemple de la nature est là: clair et net. Tout y est lié par association libre et spontanée... Des éléments infiniment petits, des sortes de petites poussières, se cherchent, s'attirent, s'agglutinent, et forment un noyau." (Id. p.334).

Nous devons faire remarquer, ici, qu'utiliser des exemples empruntés à la nature est toujours très dangereux. Et justement, dans ce cas précis, le recours à un tel exemple démontre malheureusement, de façon "claire et nette", la totale faiblesse de la méthode de Faure. Tout, dans la nature, est lié par association libre et spontanée! Quelle merveille de voir comment la notion humaine de liberté se trouve projetée, de manière irréfléchie, sur la nature. Mais la métaphore nous entraîne plus loin. Faure, en effet, ne voit absolument pas où se trouve le point décisif de ces associations libres de la nature: Ces associations libres sont déterminées par les forces réciproques des partenaires. Lorsque le soleil et la terre s'associent librement, la terre tournant en trois cent soixante cinq jours autour du soleil, cette association est déterminée, entre autres, par la masse du soleil et celle de la terre. C'est sur cette base que s'est conclue cette "libre association!"

Et c'est ainsi que les choses se passent toujours dans la nature. Ses atomes, ou telle ou telle force, sont en relation réciproque. Le type de cette relation est déterminé par les forces dont disposent les partenaires de cette relation. C'est pourquoi nous sommes disposés à reprendre cet exemple emprunté à la nature, mais pour montrer qu'un rapport exact entre les producteurs et le produit social doit exister pour que se conclue, dans la société, cette "libre association". Ainsi, l'association qui n'était jusque là une phrase creusée devient réalité. Donc, bien que Faure, en apparence, ne se soit jamais préoccupé de problèmes économiques, on voit tout de suite qu'il est à ranger dans l'école de Neurath, qu'il est un de ces économistes qui prônent le "calcul en nature". Comme nous l'avons déjà vu, cette "école" estime qu'une unité de mesure est superflue, et elle veut faire tourner la production selon un plan établi à partir de statistiques.

" Il faut donc avant tout établir l'ensemble des besoins et leur niveau (p.213). Les communes doivent alors communiquer au bureau d'administration central de la nation, leurs besoins d'après le nombre de leurs habitants. Cela permet aux fonctionnaires de se faire une idée de l'ensemble des besoins de la "nation". Puis, chaque commune établit une seconde liste où elle indique combien elle peut produire. Grâce à ces listes, l'"administration centrale" arrive à connaître les forces productives de la "nation". La solution du problème est alors très simple. Les hauts fonctionnaires n'ont qu'à établir la part

de production qui revient à chaque commune et "la part qu'ils peuvent conserver pour eux-mêmes". (p.216).

Ce développement des choses est exactement celui que se représentent les communistes d'Etat. En bas les masses, en haut, les fonctionnaires qui ont en mains la direction et l'administration de la production et de la distribution. Il en résulte que la société ne se fonde pas sur les réalités économiques, mais qu'elle dépend de la bonne ou de la mauvaise volonté, voire des capacités, d'un certain nombre de personnes. D'ailleurs Faure l'admet sans ambages. Si on pouvait avoir un doute sur ce droit de décision centralisé, il le dissipe immédiatement lorsqu'il s'empresse d'ajouter: " L'administration centrale connaît l'étendue de la production globale et l'ensemble des besoins; aussi doit-elle informer chaque comité de quartier de la quantité de produit dont il peut disposer et combien de moyens de production il aura à fournir"(p. 218). Pour nous rendre compte que tout cela n'est pas une particularité de ce communisme libertaire, comparons ce dernier au communisme social démocrate de Hilferding. Nous voyons qu'il y a une correspondance quasi littérale.

" Comment, où, combien, avec quels moyens seront fabriqués de nouveaux produits à partir des conditions de production disponibles, naturelles ou artificielles?... (Tout cela) sera déterminé par les commissaires régionaux ou nationaux de la société socialiste qui, calculant les besoins de la société à l'aide de tous les moyens fournis par une statistique organisée de la production et de la consommation prévoient consciemment l'aménagement de la vie économique d'après les besoins des collectivités consciemment représentées et dirigées par eux" (R. Hilferding: op. cit)

Nous constatons donc que pour ce "communisme libertaire", comme pour le communisme d'Etat, le droit de disposer de l'appareil de production appartient à ceux qui sont familiarisés avec les subterfuges de la statistique. Pourtant les anarchistes devraient avoir une expérience assez vaste de l'économie politique pour savoir que celui qui dispose de l'appareil de production dispose en réalité du pouvoir. Cette "administration centrale" dont rêve Faure doit se donner les moyens qui lui permettent de s'imposer; autrement dit, elle doit créer un "Etat". C'est là une des lois du mouvement du système de Faure, que celui-ci le veuille ou non. Il importe peu que le plat soit assaisonné à la sauce des "libres associations" ou à celle du "principe exaltant". Cela ne perturbe guère les institutions politiques et économiques.

On ne peut reprocher au système de Faure de réunir toute la vie économique en une seule unité organique. Cette fusion est l'aboutissement d'un processus que les producteurs-consommateurs doivent effectuer eux-mêmes. Mais pour cela, il faut que soient jetées les bases qui leur en donnent la possi

bilité. Pour atteindre ce but, ils doivent tenir une comptabilité exacte du nombre d'heures de travail qu'ils ont effectuées, sous toutes les formes, de façon de pouvoir déterminer le nombre d'heures de travail que contient chaque produit. Aucune "administration centrale" n'a plus alors à répartir le produit social; ce sont les producteurs eux-mêmes, qui, à l'aide de leur comptabilité en termes de temps de travail, décident de cette répartition.

Le Bonheur Universel de Sébastien Faure ne contribue en rien à l'approfondissement de nos connaissances sur la production communistes. Si nous nous y sommes arrêtés aussi longuement, c'est parce que la critique de ces chimères anarchistes qui nous parlent de "société communiste libertaire", permet de montrer clairement les progrès qui, au cours de la dernière décennie, ont été accomplis dans ce domaine. Avant 1917, il était impossible de montrer que tout ce galimatias phraséologique entoure un noyau communiste d'Etat. C'est à l'école de la pratique de la révolution russe que nous sommes redevables de pouvoir le faire, car elle nous a permis de constater ce que signifiait le droit de disposer de l'appareil de production, lorsqu'il est entre les mains d'une direction centrale.

DU PROCESSUS DE PRODUCTION EN GÉNÉRAL

La reproduction capitaliste est une fonction individuelle.

Pour satisfaire ses multiples besoins l'humanité créa l'appareil de production. L'appareil de production - c'est-à-dire les moyens de production - est l'outil qui permet à la société d'arracher à la nature, ce dont elle a besoin pour assurer son existence et son développement. Au cours du procès de production, nous usons et notre force de travail et l'appareil de production. Vu sous cet angle, le procès de production est un processus d'anéantissement de destruction. Mais c'est en même temps un processus créateur. Ce qui a été anéanti par le processus, le processus le fait renaître. Les machines, les outils, notre force de travail s'usent dans le même mouvement qu'ils se renouvellent: ils sont produits à nouveau, ils sont reproduits. Le processus social de production se déroule comme le processus de vie du corps humain. L'auto-destruction se transforme en reconstruction de soi-même dans une forme de plus en plus complexe.

"Quelle que soit la forme sociale que le processus de production revête, il doit être continu ou, ce qui revient au même repasser périodiquement par les mêmes phases...; considéré non sous son aspect isolé, mais dans le cours de sa rénovation incessante, tout procès de production social est donc en même temps procès de reproduction."

(K. Marx: le Capital, id. p. 1066)

Pour le communisme cette phrase de Marx revêt une importance particulière. C'est que la production et la reproduction y sont déterminées consciemment à partir de ce principe fondamental. En régime capitaliste, au contraire, le procès de production-reproduction s'effectue de façon élémentaire par le jeu du mécanisme de marché. La reproduction s'effectue concrètement par la substitution d'un produit nouveau à chaque produit usé. Pour la société communiste cela signifie qu'il faut tenir une comptabilité exacte de tout ce qui est entré dans le processus de production. Quelque compliquée que paraisse à première vue cette opération, elle est en fait assez simple, parce que tout ce qui a été détruit peut être classé en deux catégories: les moyens de production et la force de travail.

En régime capitaliste, la reproduction est une fonction individuelle. Chaque capitaliste assure la reproduction, en même temps qu'il assure la production. Il calcule ainsi l'usure des moyens de production fixes (machines, bâtiments, installations, etc.), la consommation de moyens de production

Les entreprises mettent donc leurs produits à la disposition de la société. Celle-ci cependant doit fournir, de son côté, aux entreprises de nouveaux moyens de production, de nouvelles matières premières, de nouvelles forces de travail, dans une proportion égale à ceux et celles usés pendant le procès de production. S'il est nécessaire d'élargir la base de la production, il faudra fournir aux entreprises davantage de moyens de production, etc.... qu'elles n'en ont usés. Mais ce ne sera plus aux propriétaires privés des moyens de production d'en décider; c'est au contraire la société qui décidera d'une extension de la production, lorsque la satisfaction des besoins l'exigera. S'il s'agit seulement de pourvoir chaque entreprise d'une quantité de moyens de production égale à celle qu'elle a usée, il faudra et il suffira, pour assurer la reproduction, que chaque entreprise calcule combien de produit social elle a usé sous les diverses formes (aussi sous forme d'argent-travail). Ces moyens de production seront alors remplacés en quantité égale à celle usée lors de la production, et le cycle productif pourra recommencer de nouveau.

On peut se demander si chaque entreprise peut effectuer le calcul du nombre d'heures de travail qu'elle a usées. Les méthodes modernes de calcul des prix de revient nous fournissent une réponse positive à cette question. Pour des raisons qu'il est impossible d'exposer ici, la direction capitaliste des entreprises fut obligée, vers 1921, de rationaliser la production. C'est ainsi que se constitua une littérature entièrement nouvelle, concernant les méthodes permettant à chaque entreprise de déterminer avec la plus grande exactitude le prix de revient de chaque procédé de travail, de chaque travail parcellaire particulier. Ce prix de revient se compose de nombreux facteurs: usure des moyens de production, consommation en matières premières et auxiliaires, coût de la force de travail, frais occasionnés par la gestion de chaque procédé, de chaque travail parcellaire, coût des transports, des assurances sociales, etc. Tous ces facteurs entrent ensuite dans des formules générales. Bien entendu, ils sont tous exprimés en termes d'un dénominateur commun: l'argent. Les directeurs d'entreprises tiennent d'ailleurs cette obligation de passer par l'argent pour un obstacle qui empêche d'aboutir à un calcul exact. Et, en effet, rien ne les oblige à ne pas utiliser une autre unité de compte. Ces formules générales, sous leur forme actuelle, sont le plus souvent inapplicables à la production communiste, parce que bien des facteurs pris en compte dans ces calculs de prix de revient (comme par exemple les intérêts du capital emprunté) n'existeront plus dans ce cas. Mais, en tant que méthode de calcul, il s'agit là d'un progrès. A cet égard, on peut dire que la nouvelle société prend forme dans l'ancienne. Leichter écrit, à propos de cette manière moderne de calculer les prix de revient:

"La comptabilité capitaliste peut, si elle est appliquée entièrement et sans frictions dans une fabrique, établir exactement et à chaque instant la valeur d'un produit semi-manufacturé, les frais de fabrication liés à telle partie du travail, le coût de toute opération de travail parcellaire. Elle peut déterminer dans quel atelier, avec quelles machines parmi tout un choix, avec quelles forces de travail de préférence à telles autres, une opération donnée coûtera le moins cher. Elle peut donc à chaque instant maximaliser la rationalité du procès de fabrication. Mais cette méthode de calcul du système capitaliste peut faire encore plus. Dans chaque grande fabrique, en effet, il y a toute une série d'activités, de dépenses qui n'entrent pas directement dans le produit destiné à l'échange (par exemple, les salaires et les activités des employés de bureau, le chauffage des bâtiments, etc. (NdA)).... Une des plus remarquables réalisations de la méthode de calcul capitaliste est d'avoir permis la prise en compte du moindre de ces détails!"

(Leichter: op. cit. p. 22-23.)

La formule (f+c) + t = PRD.

Sans plus tarder, il nous est possible d'estimer le nombre d'heures de travail qu'a nécessité la fabrication d'un produit donné. Sans doute existe-t-il aussi des entreprises qui, à proprement parler, ne fabriquent pas de produits, comme les conseils économiques, les hôpitaux, les établissements d'enseignement, etc. Mais même ces entreprises peuvent déterminer exactement le nombre d'heures de travail qu'elles utilisent sous la forme de moyens de production et de force de travail. Autrement dit, on connaît, dans ce cas aussi, exactement le coût de la reproduction.

Récapitulons rapidement ce que nous avons déjà dit à propos de la production:

Les moyens de production et la force de travail sont les facteurs directement à l'oeuvre dans la production. De leur travail commun au sein de la nature, naît la masse des produits sous la forme utilitaire de machines, d'édifices, de denrées alimentaires, de matières premières, etc. Cette masse de produits circule, soit de façon ininterrompue d'entreprise à entreprise, soit absorbée par la consommation individuelle.

Chaque entreprise assure donc sa reproduction en calculant exactement ce qu'elle use en moyens de production, désigné par la lettre m, et en force de travail, désigné par la lettre t, le tout calculé en heures

de travail. La formule de production de chaque entreprise s'écrit donc:

$$\underline{m} + \underline{t} = \text{produit}$$

Comme on le sait la catégorie marxienne des "moyens de production" comprend les machines, les bâtiments, (les moyens de production fixes) et les matières premières et auxiliaires (les moyens de production circulants) Si nous désignons les moyens de production fixes par f et les circulants par c nous pouvons récrire la formule de production sous la forme:

$$(\underline{f} + \underline{c}) + \underline{t} = \text{produit.}$$

Pour plus de clarté, nous pouvons remplacer ces lettres par des nombres fictifs représentant la comptabilité de la production d'une fabrique de chaussures. On obtient le schéma suivant:

(<u>f</u>	+	<u>c</u>)	+	<u>t</u>	=	produit
machines, etc.			matières premières etc.			force de travail		soit 40;000 paire de chaussures
1.250 heures		+	61.250 h.		+	62.500 h	=	125.000 heures de travail.

On aboutit ainsi à une moyenne de 3,125 heure par paire de chaussures pour cette entreprise (fictive).

Grâce à cette formule de production, l'entreprise connaît immédiatement sa formule de reproduction, c'est à dire la quantité de produit social exprimé en heures de travail dont l'entreprise a besoin pour renouveler ce qu'elle a consommé.

Ce qui vaut pour une entreprise particulière peut être immédiatement étendu à l'ensemble de l'économie communiste. Car celle-ci, de ce point de vue n'est que la somme de toutes les entreprises. Il en va de même pour le produit social total qui n'est rien d'autre que la somme des produits $(f+c)+t$ de toutes les entreprises. Pour le distinguer du produit d'une entreprise particulière, nous utiliserons pour ce produit global des majuscules et nous écrirons la formule de la production sociale:

$$(F + C) + T = \text{PRD} \quad (\text{produit global})$$

Si la somme de tous les moyens de production fixes usés dans l'ensemble de toutes les entreprises équivaut à 100 millions d'heures de travail, celle de tous les moyens de production circulants à 600 millions et si la force de travail utilisée correspond à 600 millions d'heures de travail, nous aurons pour le produit global le schéma suivant:

$$(F + C) + T = \text{PRD}$$

$$100 \text{ millions} + 600 \text{ millions} + 600 \text{ millions} = 1.300 \text{ millions}$$

Le produit global se monte donc à 1.300 millions d'heures de travail.

Pour assurer la reproduction de la partie matérielle de l'appareil de production, les entreprises devront retirer, sous forme de produit, un total de 700 millions d'heures de travail de l'ensemble de la production. Les travailleurs, quant à eux, disposeront d'un total de 600 millions d'heures de travail pour leur consommation. Ainsi sera assurée la reproduction de tous les éléments de la production.

Examinons plus particulièrement le cas de la reproduction de la force de travail. Dans notre exemple, elle retire 600 millions d'heures de travail du PRD pour la consommation individuelle. On ne peut, ni ne doit, consommer plus, car les entreprises ne peuvent disposer de plus de 600 millions sous forme d'argent-travail. Soit, mais cela ne nous dit rien sur la manière dont le produit est réparti entre les travailleurs. Il serait tout à fait possible qu'un travailleur non qualifié touche l'équivalent de 3/4 d'heure en PRD pour une heure de travail effectivement effectuée, tandis que le qualifié recevrait juste une heure, le fonctionnaire, une heure et demie et le directeur d'entreprise, trois heures.

Les économistes socialistes et leur concept de valeur

C'est bien ce genre de point de vue qu'adoptent ces messieurs les économistes. Il ne leur vient pas à l'idée de considérer que tous les travaux ont la même valeur, autrement dit de donner à chaque travailleur la même quantité de produit social. Voilà ce que signifient les "niveaux de vie" chers à Neurath! Les "physiologues de la nutrition" seront chargés de déterminer un minimum vital, correspondant au "revenu" de l'ouvrier non qualifié, "non instruit". Les autres travailleurs seront rémunérés davantage selon leur zèle, leurs capacités ou l'importance de leur travail. Pures ratiocinations de capitalistes!

Cette différence de niveau dans l'échelle des salaires, Kautsky aussi la tient pour nécessaire, mais parce qu'il estime qu'il faut rémunérer davantage les travaux pénibles et désagréables. Soit dit ^{en passant} il s'agit en fait, pour lui, d'un prétexte qui lui sert à démontrer qu'on ne peut calculer en pratique le temps de travail. Il se trouve d'accord avec Leichter pour vouloir préserver les différences de salaire au sein d'une même profession, parce que le salaire individuel devrait monter au dessus du salaire de base, au fur et à mesure que le travailleur spécialisé concerné acquiert davantage de pratique. Aussi se prononcent-ils, tous les deux, pour le maintien, dans l'économie communiste, du travail à la tâche. A l'opposé de Kautsky, cependant, Leichter fait remarquer fort justement que cela n'empêche nullement le calcul du temps de travail, ce qui ressortait aussi de notre exemple.

"Il subsiste simplement la difficulté purement technique - qui existe d'ailleurs aussi dans l'économie capitaliste - de fixer les salaires pour certaines opérations de travail isolées. Mais cela n'entraîne pas de difficulté spéciale par rapport à la méthode capitaliste!"

(Leichter: op. cit. p 76.)

Nous constatons donc que l'on tient ici pour juste, en principe, de rétribuer différemment les divers travaux, voire même les différences entre individus effectuant un travail de même nature. Mais cela veut tout simplement dire que, dans une telle société, la lutte pour de meilleures conditions de travail ne cesse pas, que la répartition du produit social reste une répartition antagoniste et que, enfin, la lutte pour la répartition des produits continue. Cette lutte est une lutte pour le pouvoir et devra être menée en tant que telle.

Pourrait-on démontrer plus clairement que ces socialistes ne peuvent envisager une société où les masses travailleuses cesseraient d'être dominées? C'est que, pour eux, les hommes sont transformés en objets; des objets qui ne sont rien de plus que des rouages de l'appareil de production. Il appartient aux physiologistes de la nutrition de calculer la quantité de moyens d'existence (le minimum vital) qu'il faut fournir à ce matériel humain, pour avoir à disposition une force de travail renouvelée. La classe ouvrière doit donc lutter avec la plus grande énergie contre une telle conception et revendiquer pour tous la même part de la richesse sociale.

Peut-être sera-t-il nécessaire, au début, pendant un certain temps, de rémunérer davantage certaines professions intellectuelles, 40 heures de travail donnant droit à 80, voire à 120, heures de produit social. Nous avons vu que cela ne fait aucunement obstacle à la comptabilité en termes de temps de travail. Il est même possible qu'au début de l'instauration de la société communiste, il s'agisse là d'une mesure équitable, parce que tout le monde ne dispose pas encore gratuitement du matériel d'étude, la société n'ayant pas encore organisé tous ses secteurs. Mais une fois cette organisation menée à bien, il ne saurait évidemment être question de donner aux travailleurs intellectuels une plus grande part de produit social.

Les raisons pour lesquelles nos économistes veulent rétribuer différemment la force de travail, sont, selon nous, à relier à la position qu'ils ont choisie de tenir dans la lutte de classes. Une répartition égalitaire du produit social est en contradiction complète avec leurs intérêts de classe et c'est pour cela qu'ils la tiennent pour "impossible". Ce n'est seulement que lorsqu'il n'y a aucun principe ancien, fut-il correct, que la manière de penser est pour l'essentiel déterminée par le monde sensible, et que la compréhension ne contient rien d'autre que ce qui correspond à ce monde des sens.

Ceci permet de comprendre pourquoi Leichter, par exemple, est prêt à abandonner le concept de valeur en ce qui concerne la production matérielle, alors qu'il ne peut s'en défaire dans le cas de la force de travail. Dans la société capitaliste la force de travail se présente comme marchandise. Le salaire moyen payé par le patron correspond aux frais de reproduction, qui, pour l'ouvrier "non instruit", avoisine le plus strict minimum vital.

Les enfants des ouvriers "non-instruits" ne peuvent en général apprendre une profession, parce qu'ils doivent gagner tout de suite le plus d'argent possible. Les ouvriers non qualifiés reproduisent eux-mêmes la force de travail non qualifiée. La reproduction de la force de travail qualifiée exige davantage. Ses enfants apprennent une profession et par conséquent ce sont les travailleurs qualifiés qui reproduisent eux-mêmes la force de travail qualifiée. Il en va de même pour le travail intellectuel. Et ce caractère de marchandise de la force de travail, Leichter le conserve dans son économie socialiste.

Il y a des travaux de qualité différente, des travaux d'intensité différente. La propre reproduction de la force de travail diversement qualifiée exige des dépenses plus ou moins grandes. Les ouvriers qualifiés ont besoin d'être davantage rémunérés pour reproduire leur force de travail, au jour le jour ou d'une année sur l'autre. Leurs dépenses courantes sont plus élevées. La reproduction, sous toutes ses formes, d'une force de travail qualifiée nécessite en général des dépenses supérieures à celle d'une force de travail simple. Elle demande, en effet, la formation complète d'un homme dont le degré d'instruction et les connaissances doivent être équivalents à ceux de l'ouvrier qu'il est destiné à remplacer."

(Leichter: op.cit. p. 61)

Si nous mettons cela en rapport avec l'analyse marxienne du prix de la force de travail en régime capitaliste, il ressort très clairement que ces prétendus économistes "socialistes" ne peuvent se défaire du concept de valeur.

"Quels sont donc les frais de production du travail lui-même?"

Ce sont les frais à engager pour que le travailleur subsiste en tant que travailleur, et pour le former au travail.

Un travail exige-t-il moins de temps de formation? Les frais de production de l'ouvrier sont donc moindres, et le prix de son travail, son salaire, va être plus bas. Certaines industries ne demandent guère d'apprentissage; il suffit que le travailleur existe physiquement. Là, les frais de fabrication d'un ouvrier se réduisent pratiquement aux marchandises nécessaires à le maintenir en vie. Le prix de son travail est donc déterminé par celui des moyens de subsistance

indispensables....

De même, il faut inclure dans les frais de production du travail simple les frais nécessaires à la reproduction et à la multiplication de l'espèce laborieuse, afin de remplacer les travailleurs usés par de tous neufs. L'usure des travailleurs entrent dans le compte, au même titre que celle de la machine.

Les frais de production ^{du travail} simple comprennent ainsi des frais d'existence et de reproduction du travailleur. C'est le prix de ces frais qui constitue le salaire; et le salaire ainsi déterminé s'appelle le minimum de salaire."

(K. Marx: Travail salarié et capital, id. p 210-211.)

Tout comme la reproduction de la partie matérielle de l'appareil de production est une fonction individuelle des capitalistes, la reproduction de la force de travail est une fonction individuelle de chaque travailleur. En régime communiste, au contraire, la reproduction de la partie matérielle de l'appareil de production est une fonction sociale, et il en ira de même pour celle de la force de travail. La reproduction n'est plus un fardeau que chaque individu doit supporter, elle est prise en charge par la société dans son ensemble. L'instruction ne dépend plus de la bourse du papa, mais uniquement des aptitudes et de la constitution de l'enfant. Il ne saurait être question, dans la société communiste, de donner ^{de surcroît} à des individus qui ont reçu de la nature, par le jeu de l'hérédité, certains dons ou capacités qui leur permettent de s'assimiler pleinement les conquêtes de l'humanité dans les domaines de la culture de l'art ou de la science, une part plus importante du produit social. La société leur offre la possibilité de s'assimiler ces conquêtes, mais dans la mesure où, par la qualité et l'intensité de leur participation à la production culturelle, il lui restituent sous une forme toujours renouvelée ce qu'ils ont reçu d'elle. La distribution du produit social n'est pas, en régime communiste, une simple reproduction de la force de travail. Elle est bien plus une distribution de toutes les richesses matérielles et spirituelles créées par la société et son développement technique. Ce que veulent les "socialistes" à la Kautsky, Leichter, Neurath, avec leurs "niveaux de vie", ce n'est rien d'autre que d'assurer au simple travailleur un minimum vital, calculé par les physiologistes de la nutrition, tandis que ceux qui sont plus haut placés consommeront le surplus de richesse. En réalité ces gens ne cherchent pas à supprimer l'exploitation, ils comptent en fait la poursuivre sur la base de la propriété commune des moyens de production.

En ce qui nous concerne, la reproduction ne peut signifier qu'une seule chose: répartition égalitaire du produit social. Le calcul du temps de production permet de faire le compte exact des heures de travail dépensées,

chaque travailleur prélevant, en retour, sur le produit social, la quantité de produit correspondant au nombre réel de ses heures de travail.

Dans le "socialisme du niveau de vie" les producteurs à un on-ne-sait-quoi imposant et indéfinissable que, par euphémisme, on appelle "société". Mais là où cet on-ne-sait-quoi se manifeste, c'est en tant qu'élément étranger aux producteurs, s'érigeant au dessus d'eux, les exploitant et les dominant. Cet on-ne-sait-quoi domine effectivement l'appareil de production et celui-ci n'intègre les producteurs que comme éléments réifiés, traités comme des choses, de la production.